

Résistance et reconstruction

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 20 mai 2013

Le Conseil constitutionnel a tranché : la loi Taubira est conforme à la Constitution. Sans tarder, François Hollande a promulgué le texte, dans la nuit, comme si le « changement de civilisation » ne pouvait attendre. Cette décision n'affaiblit en rien notre détermination. Elle appelle une résistance ajustée, pour durer et reconstruire.

La loi Hollande-Taubira est une loi illégitime. On ne peut pas retirer aux enfants le droit d'avoir un père et une mère sans trahir la vérité et la justice. « Un mensonge d'État » a dénoncé le cardinal Barbarin.

À dire vrai, la décision du Conseil n'était guère inattendue. [Roland Hureaux avait pointé l'embarras des juges de la rue Montpensier](#) : dans une société post-moderne, relativiste, comment reconnaître la primauté d'une loi universelle non écrite ?

Depuis que la justice ne dit plus le juste mais la règle, la démocratie n'est plus que fonctionnelle. Tout est permis, pourvu que la procédure soit respectée. Les « Sages » ne sont plus des *magistrats*, mais des experts, chargés de vérifier la concordance des textes. Ils décident même souverainement de ne pas répondre aux arguments qui ne leur conviennent pas, comme l'a souligné [le professeur Nicolas Mathey dans son analyse de l'avis du Conseil](#) pour *Liberté politique*.

Comment ne pas comprendre que cette loi Hollande-Taubira est l'abus de pouvoir de trop dans une dérive pré-totalitaire qui ne cesse d'aggraver le climat social ? En consacrant une fois de plus la loi du désir du plus fort, sous le couvert de « l'égalité », en cassant les piliers sociétaux qui fondent la liberté des personnes et des communautés précisément parce qu'ils n'appartiennent pas à l'État, on achève de casser un modèle social fondé en particulier sur la famille.

Une société sans famille, c'est une société anarchique où seul l'État a des droits, à commencer par le droit de séparer les enfants de leurs parents (père et mère) et le droit de les éduquer. Ou de ne pas les éduquer, comme les casseurs du Trocadéro l'ont montré.

Une loi injuste appelle la résistance. Une résistance sans faille et sans fin, tant que l'ordre de la justice ne sera pas rétabli.

Mais l'ordre de la justice, ce n'est pas l'ordre de la police, socialiste ou non. C'est l'ordre de la famille. C'est l'ordre de nos responsabilités respectives, personnelles, communautaires, pour établir ou vivre la loi des principes universels fondateurs de toute société libre dans les cercles sociaux intermédiaires échappant aux diktats imbéciles et irresponsables de la morale d'État.

Cette œuvre de rétablissement social est l'œuvre de résistance majeure à laquelle nous sommes appelés. Si la provocation du gouvernement a trouvé une réponse populaire inattendue avec la naissance magistrale du mouvement de *La Manif pour tous*, cette réponse doit se déployer hors du registre dialectique de l'opposition dans lequel les socialistes voudraient l'enfermer. « L'ordre est de notre côté » fanfaronne Manuel Valls, qui joue clairement sur la brutalité policière pour neutraliser ses adversaires en les dispersant dans des efforts inutiles.

Méfions-nous des activistes et des ambitieux qui ont besoin de gesticuler pour exister. Qui spéculent sur la vertu du rapport de forces ou des stratégies oiseuses de parti pour reprendre le pouvoir. Ceux-là font le lit des politiciens qui seront toujours plus forts au jeu de la trahison pour éviter de traiter les vraies questions. Le vrai pouvoir ne sera jamais dans les partis, ni même dans le parti des purs. La résistance politique durable se joue dans la mobilisation de la société civile et la reconquête de ses responsabilités morales, éducatives, culturelles. Les élus qui le comprendront — et que nous devons aider — seront les vrais vainqueurs.

Cette résistance demandera du temps, du courage, et pourquoi pas des épreuves de force avec les tribunaux quand nous *veillerons* dans nos associations, nos écoles, nos mairies ou nos hôpitaux, par exemple, au

respect statutaire des consciences, au respect du droit des enfants, au respect de la différence hommes-femmes, ou au respect de la liberté éducative des parents.

L'enjeu de notre résistance est là : exprimer sans faiblesse la puissance d'une parole qui ne s'oppose pas pour s'opposer, mais qui s'oppose en reconstruisant. La foi sans les œuvres, est une œuvre morte (Jc, 2).

POUR EN SAVOIR PLUS ET POUR AGIR, deux RENDEZ-VOUS les 22 et 26 mai :

1/ Venez débattre avec l'équipe de Liberté Politique

[Manif pour tous, et demain ? Nos raisons d'espérer](#)

[Mercredi 22 mai, 19h-21h, Espace-Bernanos \(Paris IXe\)](#)

[2/ Manif pour tous](#), à Paris le **26 mai**

aux départ de la Porte Maillot, de la Porte de Saint-Cloud ou de la Place Valhubert



Lire :

Liberté politique n° 59, printemps 2013,

["Le mariage anormal, de la falsification du mariage à la criminalisation de la conscience"](#)

Articles de Thibaud Collin, Joël Hautebert, François-Xavier Bellamy, Pierre-Olivier Arduin, le père Cédric Burgun...